

Avis d'appel public à la concurrence

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

LORIENT HABITAT

Correspondant : M Gondolo Jérôme , 4, boulevard Leclerc , Lieu dit CS 95568 , 56325 LORIENT CEDEX.

Courriel: jgondolo@lorient-habitat.fr. Adresse internet: <http://www.lorient-habitat.fr>

Adresse internet du profil d'acheteur: <http://www.lorient-habitat.fr>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Logement et développement collectif.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Objet du marché :

Numéro de la consultation : 2021123 Marché de travaux concernant la réhabilitation légère d'environ 330 logements collectifs, secteurs de Kerihouais, Kennedy et Thorez, à Hennebont

Mots descripteurs :

Bâtiment.

Type de travaux : Exécution.

Lieu d'exécution :

L'opération concerne les adresses suivantes : Résidence KERIHOUAIS – 170 logements □ Bâtiments A, B, C, E et F Résidence KENNEDY – 100 logements □ Rue Jean Tual – Bâtiments D, E, F et G Résidence THOREZ – 60 logements □ Rue Maurice Thorez – Bâtiments A et B. 56700 HENNEBONT.

Code NUTS :

FRH04.

L'avis implique :

Un marché public .

Caractéristiques principales :

Relance lot 4 Etanchéité Forme de marché : ordinaire. Attribution d'un marché pour chaque lot.

Des variantes seront-elles prises en compte :

Oui.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC :

Non.

Prestations divisées en lots :

Oui.

Possibilité de présenter une offre pour tous les lots.

Cautionnement et garanties exigés :

Retenue de garantie de 5,0 %, qui peut être remplacée par une garantie à première demande.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Prestations réglées par un prix global forfaitaire Prix actualisables. Aucune avance prévue. Délai global de paiement des prestations de 30 jours. Modalités de financement des prestations : Emprunts, fonds propres de Lorient Habitat et subventions.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

groupement conjoint avec mandataire solidaire Interdiction de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières :

Oui.

Début d'exécution du marché à compter de la date fixée par ordre de service.

Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la candidature :

Français.

Unité monétaire utilisée :

l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises :

Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire; Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner;

Capacité économique et financière :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles; Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi; Attestations fiscales, URSAFF, Congés Payés, Retraite type Pro BTP, KBIS, Attestations

d'assurances Décennale et Civile; Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

Capacité technique :

Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage; Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte.; Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années; Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat; Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin); Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat; Le mémoire technique devra indiquer au minimum les éléments suivants: 1- Le mode opératoire de réalisation des travaux 2- La liste des références et matériaux retenus 3- Les moyens et dispositions d'organisation du chantier 4- La capacité à pouvoir respecter le calendrier et les délais en moyens humains; Pour chaque certificat demandé, acceptation de tout moyen de preuve équivalent..

Marché réservé :

Non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peuvent être effectuées par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET :

Non

Candidats :

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure :

Procédure adaptée.

Date limite de réception des offres :

14-01-2022 (11:00)

Délai de validité des offres :

120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :

2021123/BO.

Renseignements complémentaires :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation. Numéro de la consultation : 2021123 Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Une visite sur site est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes : voir les modalités au CCTP

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires DC1 et DC2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME). La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication :

14-12-2021

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :

Département développement construction. Adresse internet : <http://www.lorient-habitat.fr>

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Adresse internet : <http://www.lorient-habitat.fr>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

Département développement construction. 4, boulevard Leclerc , Lieu dit CS 95568 , 56325 LORIENT CEDEX

Adresse internet : <http://www.lorient-habitat.fr>

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Rennes. 3, Contour de la Motte , 35044 RENNES CEDEX CS 44416 , Téléphone : 0223212828 , Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr , Fax : 0299635684, Adresse internet : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Organe chargé des procédures de médiation :

Tribunal Administratif de Rennes. 3, Contour de la Motte , 35044 RENNES CEDEX CS 44416 , Téléphone : 0223212828 , Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr , Fax : 0299635684, Adresse internet : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Précisions concernant les délais d'introduction des recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Renseignements relatifs aux lots :

Lot No : 4 - .

Mots descripteurs : Bâtiment.

[tanchéité]

Durée : 21 mois à compter de la date de notification du marché



Le Directeur Général
Alain LAMPSON

